**Projet - Adaptation Climatique et Valorisation Économique des Filières Agricoles en Haïti / AVETI**

***Offre d’emploi : Responsable de communications (Emploi local à plein temps)***

**Poste basé à Jérémie (Département Grand ’Anse d’Haïti)**

 **Profil recherché : Les sciences sociales**

**1.- CONTEXTE DU PROJET**

Le CECI, la SOCODEVI et l’UPA DI (membres de l’Alliance Agricole Internationale, ci-devant AAI), et Développement International Desjardins (DID) constituent un groupement d’ONG canadiennes ayant reçu du gouvernement canadien (à travers Affaires Mondiales Canada / AMC), un financement pour la mise en œuvre du projet « Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti / AVETI ».

Il s’agit globalement d’un projet d’adaptation au changement climatique visant à améliorer le bien-être et à réduire la vulnérabilité des Haïtien-ne-s vivant en milieu rural dans le département de la Grand’Anse.

En particulier, le projet cible les filières du cacao et de l’igname pour améliorer leur adaptation aux changements climatiques et pour accroître leur valeur ajoutée dans le respect de l’environnement, notamment au profit des femmes et des jeunes.

IL doit contribuer:

* Directement à l’amélioration des conditions de vie de 3,500 productrices-eurs (et près de 17,500 indirectement) dont 60 % de femmes et 40 % de jeunes opérant dans les chaînes de valeur du cacao et de l’igname ;
* À accroître durablement la valeur ajoutée et à favoriser l’adaptation et la résilience aux changements climatiques en renforçant les capacités de gestion et d’opération : des organisations ou regroupements d'associations paysannes (OP) et d’entreprises associatives partenaires (services aux membres) ou de leurs membres individuels-les ou associatifs-ves.

Cette professionnalisation des services se traduira par un meilleur accès aux intrants et aux technologies innovantes, des itinéraires de production prenant en compte les changements climatiques, aux services de récolte et post-récolte, y compris la commercialisation et à des financements adaptés.

Démarré officiellement en mars 2019, ce projet va bientôt boucler sa 5ième année de mise en œuvre et un bilan consolidé a été établi pour les acquis cumulés à date.

Durant ces 5 ans, le projet a non seulement appuyé 7 coopératives cacaoyères (Incluant des fois leur regroupement) comme principales partenaires de terrain mais aussi une cinquantaine d’entreprises associatives dans l’implémentation de leurs activités économiques ou sociales dans plusieurs domaines comme :

* **La production climato-résiliente :** ou avec l’implication de la DDA-GA à travers les BAC, environ 4,500 producteurs (trices) ont bénéficié des activités de distributions d’intrants agricoles (plantules de cacao et mesosets d’igname) et près de 1,500 producteurs (trices) membres de 53 champs écoles paysans (CEP) en agroforesterie sont appuyés dans la mise en place leurs parcelles agroforestières individuelles.
* **La commercialisation et la transformation des produits agricoles :** ou avec l’implication de quatre (4) institutions financières de la place, une cinquantaine de plans d’affaires sont cofinancés à date ;
* **Le développement des services financiers et non-financiers :** ou avec l’implication du BCA et du projet PITAG, 63 AVEC (Associations Villageoises d’Epargne et de Crédit) ont été appuyées en matière de gouvernance, de la gestion financière et du cofinancement de leurs activités de production agricole ;
* **L’environnement et de l’ARCC :** ou avec l’implication de la Direction départementale de l’environnement et du projet KLIMA Grand Sud (KGS), les coopératives ont été appuyées dans la mise en place d’un plan d’action environnemental, de comités environnement et de forêts éco-énergétiques (lots boisés destinés à la production du charbon de bois) ;
* **Dans le domaine de la commercialisation et la transformation des produits agricoles :** ou avec l’implication de quatre (4) institutions financières de la place, une cinquantaine de plans d’affaires sont cofinancés à date ;

**Les défis actuels du projet**

Actuellement, le véritable défi du projet reste la communication et le transfert des compétences aux acteurs-actrices de terrain et la reproductibilité des technologies promues dans un contexte de désengagement. Pour consolider les acquis, le consortium priorise le renforcement des capacités des acteurs-trices institutionnels-les de développement présents-es dans les communautés notamment les BAC, les coopératives et les entreprises collectives (EnAs) afin de perpétuer la démarche d’appui technique à moyen-long terme.

C’est dans ce contexte qu’il est prévu de recruter une ressource pour assurer:

* **La mise en œuvre de la stratégie** de communications du projet ;
* La systématisation des informations produites par le projet ;
* Et enfin la capitalisation des expériences et la vulgarisation auprès des acteurs impliqués ou du public en général.

**2.- MANDAT DU/DE LA RESPONSABLE DE COMMUNICATION**

Sous la supervision d’ensemble de la Cheffe ou du Chef de projet, le / la responsable de communication examine, rend compte et communique sur un large éventail de questions et d’activités de diverses valeurs économiques et de durabilité appuyées par le projet AVETI tout en déterminant l’impact sur les groupes cibles.

Il / Elle assure la mise en œuvre et le suivi de la stratégie de communication du projet AVETI, dont les objectifs principaux sont les suivants :

* Renforcer les capacités communicationnelles de l’équipe et des instances de gestion des organisations partenaires du projet. Soutenir les parties prenantes impliquées dans les chaînes de valeur agricoles pour accroître la portée de leurs activités de plaidoyer et mieux faire connaître les services qu'elles offrent ;
* Donner de la visibilité à l’approche et aux résultats du projet auprès des parties prenantes en Haïti et au Canada ;
* Capitaliser, partager les enseignements et les meilleures pratiques développés par le projet avec les parties prenantes concernées ;
* Sensibiliser les participant-e-s au projet aux risques climatiques, à la sécurité alimentaire, aux questions d’égalité entre les genres et à l’accès et l'utilisation des services financiers afin de mener à l’adoption de meilleures pratiques.

**3.- QUALIFICATIONS REQUISES**

**Formation de base et expérience :**

* Diplôme universitaire dans une discipline pertinente (communications, relations publiques et sociales, développement ou relations internationales) ;
* Posséder de l’expérience et des connaissances en communication organisationnelle et en élaboration de plans stratégiques en communication ;
* Posséder de l’expérience dans l’utilisation d’outils et logiciels informatiques courants ;
* Posséder de l’expérience dans l’utilisation des réseaux sociaux à des fins organisationnelles ;
* Posséder de solides compétences orale et écrite en français et en créole haïtien avec de solides capacités d’analyse et de planification stratégique ;
* Posséder de l’expérience dans l’élaboration et la prestation d’activités de formation ;
* Connaissances en matière d’égalité des genres ;
* Connaissances des enjeux liés aux changements climatiques.

**Qualités personnelles :**

* Posséder d’excellentes compétences interpersonnelles (habiletés à travailler en équipe) ;
* Être en mesure de travailler dans des endroits difficiles (avec possibilités de télétravail en fonction du contexte de sécurité) ;
* Avoir une faculté d’adaptation et une sensibilité aux réalités culturelles ;
* Pouvoir démontrer de fortes compétences en termes de flexibilité et de tolérance à l'ambiguïté en période d'incertitude ;
* Faire preuve de créativité, d’esprit d’innovation, de rigueur et de souci du travail de qualité et du détail ;
* Adhérer aux valeurs d’égalité entre les femmes et les hommes ;
* Compétences organisationnelles, vision stratégique, sens politique, partenariat etc. ;
* Capacité d’analyse, de créativité et d’innovation, de gestion du temps et des priorités, rigueur et souci de qualité ;
* Flexibilité et polyvalence pour s’acquitter de tâches simultanées ;
* Bonne connaissance des logiciels informatiques courants (suite Microsoft Office).

**4.- CONDITIONS D’EMPLOI**

* Poste : Emploi local à temps plein ;
* Date prévue pour le début de l’emploi : Immédiatement ;
* Durée de l’affectation : Jusqu'à la fin décembre 2024 ;
* Lieu de travail : Jérémie (Département Grand ’Anse d’Haïti) ;
* Salaire et avantages sociaux : Selon les politiques du CECI.

**5.- COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

Le dossier doit contenir : un CV détaillé, les copies de diplôme(s) et certificat(s), une attestation de travail de son plus récent employeur et les coordonnées de 2 références

**Envoyer le dossier à :** rh-haiti@ceci.ca au plus tard le 30 avril 2024

**NB**

1. **Seules les personnes dont la candidature est retenue seront contactées pour entrevue**
2. **Être originaire de la région ou y être résident-te est un atout majeur.**